

Questions orales

Enfin, le fait est que toutes les qualités de services sont possibles si on est prêt à payer. Pour pouvoir étendre le service de distribution du courrier à domicile à tous les foyers qui n'en bénéficient pas encore—et personne ne s'est vu supprimer ce service—comme le demande le chef du Nouveau parti démocratique, il faudrait porter le prix des timbres à 60c. Si c'est ce que veulent les néo-démocrates, très bien. Il faut prendre l'argent quelque part. La loi que nous avons tous appuyée prévoit que Postes Canada dégage des bénéfices. Il faudrait donc hausser le prix des timbres. Jusqu'où le chef du Nouveau parti démocratique est-il prêt à laisser monter le prix des timbres?

M. Broadbent : Monsieur le Président, le ministre sait que d'autres spécialistes dans ce domaine ne sont pas d'accord du tout sur ce chiffre de 60 cents. Que c'est beaucoup moins que cela.

Le ministre pourrait-il glisser quelques mots à son collègue de la Défense nationale pour lui demander de renoncer à un seul sous-marin nucléaire? Il aurait alors l'argent nécessaire, et il le sait très bien.

[Français]

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Et j'en viens à ma dernière question. En tant que ministre responsable des services postaux, ce dernier est-il content du fait que le gouvernement ait trouvé suffisamment d'argent pour acheter des sous-marins nucléaires, mais pas du tout d'argent, pas suffisamment d'argent pour les services postaux? Est-il content de cela?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, je m'interroge sur la politique de défense du Nouveau parti démocratique. Nous avons entendu leur porte-parole dans ce domaine nous dire que son parti n'achèterait pas de sous-marins, mais qu'il dépenserait l'équivalent pour nous doter d'autres moyens de défense...

M. Broadbent: Il l'a nié. Il n'a pas dit cela.

M. Andre: C'est ce qu'il a déclaré. Si ce parti dépense tout cet argent supplémentaire pour nous procurer d'autres moyens de défense, comment fera-t-il alors pour donner plus d'expansion au service postal?

Soit dit en passant, si on prenait les mesures que propose le député concernant la distribution du courrier à domicile, et cela en faisant abstraction de ce dont il parle à propos des campagnes, il faudrait dépenser 500 millions de dollars de plus par année. Où le Nouveau parti démocratique veut-il que nous prenions tout cet argent? Du programme de garderies peut-être?

* * *

[Français]

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

LA PART DU QUÉBEC—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable

premier ministre. Depuis quatre ans que nous, de l'Opposition officielle, disons que le Québec est injustement traité, aujourd'hui la liste s'allonge. Vous avez M. Pierre MacDonald, ministre du Commerce extérieur du Québec, M. Garcia, président de la Chambre de commerce de Montréal, Jean Doré, maire de Montréal, Jacques Parizeau, chef du Parti Québécois, Robert Bourassa, premier ministre du Québec, et là vous avez le ministre qui va être défait dans la circonscription de Lac-Saint-Jean, M. Lucien Bouchard, qui disent que le Québec est injustement traité, les dossiers du Québec, par le gouvernement conservateur. Vu que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie vient de mentir et de dire que son collègue, le secrétaire d'État, n'a pas dit la vérité dans le débat télévisé, j'aimerais que le premier ministre réponde à la question, soit qu'il vienne à la rescousse du secrétaire d'État, soit qu'il vienne à la rescousse du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Selon la liste de gens qui au Québec disent que le Québec n'a pas reçu sa juste part, est-ce que le premier ministre peut nous dire si oui ou non il partage l'avis de toutes ces personnes-là?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, dans le domaine des Sciences et de la Technologie, je pense que la dernière fois qu'on a entendu un tollé du Québec, c'était lorsque la population québécoise avait constaté l'opposition farouche que faisait le parti libéral au projet de loi C-22, qui aura pour effet de créer 1 300 nouveaux emplois au Québec et des investissements de 800 millions de dollars. C'était la dernière fois qu'on avait entendu le tollé parce que la trahison envers le Québec était tellement énorme.

Maintenant, vu que mon collègue de Montréal—Sainte-Marie soulève la question d'un mandat de quatre ans relativement au développement économique—alors que les libéraux dans une période de 55 mois, lors de leur dernier mandat, ont créé 40 000 emplois au Québec—dans moins de quatre ans, le gouvernement conservateur a créé 272 000 nouveaux emplois au Québec!

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE CORRIGER LES PRÉSUMÉES INJUSTICES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Je comprends que le premier ministre ne veut pas répondre à la question. Tous ces gens-là qui sont des gens honorables, au Québec, à partir du premier ministre du Québec, du chef de l'opposition, disent que le gouvernement conservateur se traîne les pieds dans les dossiers suivants: les chantiers maritimes, l'Agence spatiale, le transport ferroviaire, le dossier de l'est de Montréal, le développement du Vieux-Port de Montréal et l'aménagement du Port de Montréal. Ce que je veux savoir et ce que ces gens-là du Québec, monsieur le premier ministre, veulent savoir, ce ne sont pas les statistiques de Statistique Canada, ils veulent savoir la vérité! Est-ce que vous allez corriger maintenant les injustices à l'approche des élections ou si vous allez tout simplement garder le *statu quo* tel que nous le vivons présentement?